Introduction

Christophe Bertossi et Catherine Wihtol de Wenden

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3781>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3781

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2017

Pagination : 6-7

ISBN : 978-2-919040-37-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Christophe Bertossi et Catherine Wihtol de Wenden, « Introduction », *Hommes & migrations* [En ligne], 1316 | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3781> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3781>

INTRODUCTION

Par CHRISTOPHE BERTOSSI, directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri), et CATHERINE WIHTOL DE WENDEN, directrice de recherche au CNRS (CERI).

Au début de l'année 2017, suite à son élection à la présidence des États-Unis, Donald Trump a interdit l'accès du territoire américain aux ressortissants de sept pays « musulmans », brandissant la menace islamiste et terroriste et le défi sécuritaire. Déjà, le thème de la fracture des civilisations énoncée par Samuel Huntington dans son ouvrage publié en 1991, *The Clash of Civilisations*, avait trouvé un écho dans les attentats du 11 septembre 2001 et ceux survenus en Europe depuis le milieu des années 1990 jusqu'en 2016 (France, Espagne, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne).

Pourtant, les travaux sur l'émergence de l'islam dans les sociétés occidentales et notamment européennes ne sont ni nouveaux, ni aussi tranchés, tant sur les relations entre l'islam et les valeurs de la citoyenneté en Europe que sur la multiplicité des façons de se construire une identité citoyenne en étant musulman en Europe : « *bricolages* », banalisation de l'islam au quotidien, voire un « *rendez-vous des civilisations* » pour la démographie, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Youssef Courbage et d'Emmanuel Todd. Ces recherches montrent les multiples aménagements et compromis que les musulmans d'Europe et les institutions ont dû inventer.

Mais la politisation de l'islam a conduit à faire du débat sur l'avenir de la citoyenneté et de la démocratie dans les sociétés d'immigration d'Europe

occidentale un débat sur la place de l'islam et des musulmans.

On sait, en France, la place qu'occupe le sujet dans l'espace du discours public et politique. Mais cette « panique morale » autour de l'islam a suivi des perspectives très comparables dans d'autres pays d'Europe, comme les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne, à partir du thème d'une « crise du multiculturalisme ». En quelques décennies, la « question sociale » a été considérablement reformulée et la figure publique du musulman cristallise aujourd'hui l'essentiel des processus qui construisent des frontières symboliques à l'intérieur des sociétés européennes d'immigration¹. Il est possible de souligner rapidement plusieurs aspects de cette évolution.

En tout premier lieu, les grands modèles qui servaient à décrire et à expliquer les différences d'approches nationales en matière de citoyenneté et d'« intégration » ne nous permettent guère de comprendre cette réorganisation de l'inclusion et de l'exclusion en Europe. Les dynamiques sont plus complexes que ne peuvent le décrire les notions trop simplificatrices de « modèles » (le républicanisme à la française, le multiculturalisme britannique, la pilarisation néerlandaise ou l'ethnonationalisme allemand) habituellement utilisés dans les comparaisons internationales².

Pour s'en rendre compte, on verra, par exemple,

¹ John Bowen, Christophe Bertossi, Jan Willem Duyvendak, Mona Lena Krook (dir.), *European States and their Muslim Citizens: The Impact of Institutions on Perceptions and Boundaries*, New York, Cambridge University Press, 2014. ² Christophe Bertossi, *La citoyenneté à la française. Valeurs et réalités*, Paris, éd. du CNRS, 2016. ³ Voir Didier Fassin, Jean-Sébastien Eideliman (dir.), *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012.

que les armées françaises peuvent opter pour des stratégies d'accommodement de la diversité religieuse, dont Elyamine Settoul propose ici une brève analyse à l'heure des dix ans de l'aumônerie musulmane française aux armées. De leur côté, Jan Willem Duyvendak et Marieke Sloomontrent comment le débat sur l'islam aux Pays-Bas a tourné au procès d'une tradition nationale de multiculturalisme qui n'a pourtant jamais été clairement adoptée, loin de là. Or cela débouche sur le paradoxe d'un discours sur l'appartenance à la société hollandaise, discours qui paraît en même temps *progressiste*, notamment sur la question sexuelle, et explicitement *intolérant* à l'égard de l'islam et des concitoyens musulmans. Cette articulation entre tolérance, intolérance et progrès social prend des formes très différentes d'un pays à l'autre : Gilles Frigoli et Gilles Ivaldi l'illustrent avec précision à propos de l'extrême droite et du Front national, tout comme Wilfried Serisier dans son étude d'une association musulmane en Seine-Saint-Denis et de son « économie morale » locale³ ; Hanifa Touag le montre pour la Belgique et Chantal Saint-Blancat à propos de l'Italie, « *nouveau pays d'immigration* ».

Autre aspect important : cette construction d'un discours sur l'islam et sur le « musulman » comme « point limite » de la démocratie opère à des niveaux très différents, du plus local au plus global. Entre ces niveaux, on voit circuler des perceptions qui contribuent à renforcer les frontières symboliques dont nous venons de parler. Sous ce rapport, l'« affaire Daoud » analysée par Andrea Brazzoduro apporte un éclairage utile tout comme, d'une certaine façon, ce que Mohammed-Ali Adraoui propose de décrire comme un « état d'exception symbolique » à propos des usages politiques de la catégorie « salafiste » dans le discours politique et public français.

Ces logiques discursives ont toutefois des effets bien au-delà du seul périmètre du débat public, à commencer par les interactions qui ont lieu à l'école comme on le verra tout particulièrement à propos

de l'Italie (Annalisa Frisina) et de la Suisse (Geneviève Mottet), mais aussi de l'Allemagne (Maïtena Armagnague et Simona Tersigni). L'école est un espace institutionnel qui opère à la fois comme une caisse de résonance des catégories publiques, un espace où les acteurs construisent leurs propres catégories morales sur les élèves ou les parents d'élèves perçus comme « musulmans », mais aussi un espace de mobilisation contre le racisme et l'islamophobie comme le montre Annalisa Frisina à partir d'une enquête empirique qu'elle a réalisée auprès de jeunes élèves musulmanes de Padoue. Les expériences de dialogue entre musulmans et non musulmans sont aussi un autre espace de confrontation et de rencontres (Morgane Devries et Altay Manço).

L'islam se décline donc d'une multitude de manières dans ses rapports avec la citoyenneté et avec les politiques sécularisées des pays européens. Le constat n'est pas nouveau. La relation entre la citoyenneté et l'islam est une question largement débattue et étudiée en France et en Europe depuis trente ans. Dans un dossier qu'il a coordonné en 1987 dans la *Revue française de science politique* sur « Les populations de culture musulmane en France et en Europe », Rémy Leveau en montrait déjà la complexité et les bricolages. Dans *Les banlieues de l'islam*, ouvrage paru la même année, Gilles Kepel révélait la visibilité de l'islam dans l'espace public des marges urbaines, aux marges également des possibles en terre non musulmane. Bruno Étienne s'interrogeait sur *La France et l'Islam* (1989), une relation faite de continuités et de ruptures sur le temps long, et Jocelyne Cesari posait la question de l'identité dans *Être musulman en France aujourd'hui* (1997).

D'autres travaux monographiques et comparatifs sur les différents pays européens sont venus compléter depuis trente ans ce champ de recherche. Les textes qui suivent pourront contribuer, nous l'espérons, à mettre en perspective cette question aujourd'hui sous les différents angles d'approche et terrains d'enquêtes présentés dans ce dossier. ■